

No: 500-06-000076-980	Court File No. CV-19-615862-00CL Court File No. CV-19-616077-00CL Court File No. CV-19-616779-00CL
PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL	ONTARIO SUPERIOR COURT OF JUSTICE COMMERCIAL LIST
COUR SUPÉRIEURE (Chambre des actions collectives)	IN THE MATTER OF THE COMPANIES' <i>CREDITORS ARRANGEMENT ACT</i> , R.S.C. 1985, c. C-36, AS AMENDED
CONSEIL QUÉBECOIS SUR LE TABAC ET LA SANTÉ et JEAN-YVES BLAIS Demandeurs c.	AND IN THE MATTER OF THE PLANS OF COMPROMISE OR ARRANGEMENT OF:
JTI-MACDONALD CORP. IMPERIAL TOBACCO CANADA LIMITÉE ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC. Défendeurs	JTI-MACDONALD CORP.
-et-	-and-
FTI CONSULTING INC. ERNST & YOUNG INC. DELOITTE RESTRUCTURING INC. Intervenants	IMPERIAL TOBACCO CANADA LIMITED AND IMPERIAL TOBACCO COMPANY LIMITED
-et- PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC SERVICES PROACTIO INC. EPIQ CLASS ACTION SERVICES CANADA INC. THE LAW PRACTICE OF WAGNER & ASSOCIATES INC.	-and-
-et- SANTÉ QUÉBEC, personne morale constituée en vertu de l'article 1 de la <i>Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux</i> (RLRQ, chapitre G-1.021), ayant son siège social au 930, chemin Sainte-Foy, Québec	ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.
Mis-en-cause	

**DEMANDE POUR UNE EXTENSION DE L'ORDONNANCE SUR LES
CONFIRMATIONS OFFICIELLES / APPLICATION FOR AN EXTENSION OF
THE OFFICIAL CONFIRMATIONS ORDER**
**(Article 17.4 de l'Annexe K ou N des Plans d'arrangement / Article 17.4 of
Annex K or N to the Plans of Arrangement)**

**LES DEMANDEURS CONSEIL QUÉBECOIS SUR LE TABAC ET LA SANTÉ et
JEAN-YVES BLAIS SOUMETTENT RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT /
THE PLAINTIFFS CONSEIL QUÉBECOIS SUR LE TABAC ET LA SANTÉ and
JEAN-YVES BLAIS RESPECTFULLY SUBMIT AS FOLLOWS:**

- | | |
|---|---|
| <p>1. La présente Demande traite des enjeux soulevés par Santé Québec et les Agents officiels¹ relativement au processus par lequel les réclamants, et en particulier les Requérants successoraux², peuvent obtenir accès aux dossiers médicaux des Victimes du tabac afin de présenter une preuve d'un diagnostic d'une maladie indemnisable tel que prévu par les programmes de compensation dans les cas où une Confirmation officielle³ ne peut pas être obtenue.</p> <p>2. Elle a pour but d'éviter la congestion des services aux citoyens offerts par les établissements de santé publique, laquelle résulterait nécessairement du volume anticipé de demandes d'extraits de dossiers médicaux, en particulier celles</p> | <p>1. The present Application addresses issues raised by Santé Québec and the Official Agents¹ in connection with the process by which claimants, and in particular Succession Claimants,² are able to obtain access to the medical records of Tobacco Victims required to make proof of a diagnosis of a compensable disease as foreseen by the compensation plans in cases where an Official Confirmation³ cannot be obtained.</p> <p>2. It aims to prevent congestion in the public health services offered by Québec public health institutions that would necessarily result from the anticipated volume of requests for medical record extracts, particularly from Succession Claimants.</p> |
|---|---|

¹ Proactio, à l'égard du Plan d'administration du Québec, et Epiq, à l'égard du Plan d'administration des CCP / Proactio, in respect of the Quebec Administration Plan and Epiq, in respect of the PCC Compensation Plan

² Le terme Réclamants successoraux, lorsque le contexte le permet, comprend également les réclamants successoraux du PCC Québec / The term Succession Claimant, where the context permits, also includes PCC Quebec Estate Claimants.

³ Les termes commençant par une majuscule dans la présente demande qui ne sont pas autrement définis ont le sens qui leur est donné dans l'*Ordonnance sur les confirmations officielles*, Pièce R-1 / Capitalized terms in this Application that are not otherwise defined have the meaning given to them in the *Official Confirmations Order*, Exhibit R-1.

formulées par les Requérants successoraux.

3. Le 21 juillet 2025, les demandeurs ont présenté une *Demande pour l'obtention d'une ordonnance autorisant et ordonnant à la RAMQ et au MSSS de fournir les confirmations officielles des membres du groupe du Québec* devant (la « **Demande de confirmations officielles** ») la Cour supérieure du Québec, conformément aux articles 11.2.3.1 et 17.4 du Plan d'administration du Québec.
4. La présente demande sollicite des ordonnances qui constituent une extension et sont pleinement conformes à l'ordonnance rendue par la juge Catherine Piché de la Cour Supérieure du Québec le 21 juillet 2025 relativement à la Demande de confirmations officielles (l'« **Ordonnance sur les confirmations officielles** »). Une copie de cette ordonnance est produite aux présentes comme **Pièce R-1**.
5. Conformément au Plan d'administration du Québec et au Plan d'administration des PCC, une personne dont le diagnostic d'une maladie indemnisable ne peut être confirmé par une Confirmation officielle est autorisée à présenter une preuve alternative pour établir son admissibilité à recevoir une indemnisation en vertu des Plans de la LACC⁴. Cela nécessite l'accès au

3. On July 21, 2025, the Plaintiffs presented an *Application for an order authorizing and directing the RAMQ and the MSSS to provide official confirmations of Quebec class members* (the “**Official Confirmations Application**”) before the Quebec Superior Court, pursuant to articles 11.2.3.1 and 17.4 of the Quebec Administration Plan.
4. This Application seeks orders that are an extension of, and fully consistent with, the Order rendered by Justice Catherine Piché of the Quebec Superior Court on July 21, 2025 in respect of the Official Confirmations Application (the “**Official Confirmations Order**”). A copy of that order is filed herewith as **Exhibit R-1**.
5. In accordance with the Quebec Administration Plan and the PCC Compensation Plan, a claimant whose diagnosis with a compensable disease cannot be confirmed by an Official Confirmation is permitted to submit alternative evidence in order to establish their eligibility to receive compensation under the CCAA Plans.⁴ This requires access to the

⁴ Articles 35.4, 36, 37.

<p>dossier médical de la Victime du tabac décédée.</p>	<p>Deceased Tobacco Victim's medical file.</p>
<p>6. Conformément au droit applicable, pour obtenir l'accès aux renseignements de santé, un héritier d'une Victime du tabac décédée doit d'abord établir sa qualité d'héritier ou de liquidateur de la succession auprès de l'établissement au sein du réseau de santé où la demande est présentée, ce qui implique des démarches supplémentaires et des délais importants qui seront considérablement aggravés en raison du volume anticipé de demandes.</p>	<p>6. In accordance with applicable law, to obtain access to health information, an heir of a Deceased Tobacco Victim must first establish their status as an heir, or as the liquidator of the estate, to the institutions within the health-care network where the request is being made, which involves additional steps and substantial delays that will be significantly exacerbated due to the anticipated high volume of these requests.</p>
<p>7. Les ordonnances sollicitées par la présente demande visent à simplifier le processus permettant aux Réclamants successoraux d'obtenir une preuve alternative du diagnostic d'une maladie liée au tabac, et à éviter la surcharge ou la congestion des services aux citoyens, tout en préservant la confidentialité des renseignements de santé des Victimes du tabac.</p>	<p>7. The orders sought by this Application aim to simplify the process for Succession Claimants to obtain alternative proof of the diagnosis of a Tobacco-Related Disease, and to avoid overload or congestion in public health services, while preserving the confidentiality of the health information of Tobacco Victims.</p>
<p>8. L'Ordonnance sur les confirmations officielles a autorisé les mis en cause Proactio (l'Agent du QCAP) et Epiq (l'Agent des PCC) à accéder à certaines données personnelles des Victimes du tabac, telles que contenues dans les Registres officiels tenus par le gouvernement du Québec, afin d'aider les réclamants qui demandent une indemnisation dans le cadre des programmes de compensation à établir la preuve d'une maladie indemnisable.</p>	<p>8. The Official Confirmations Order authorized the mis-en-cause Proactio (the QCAP Agent) and Epiq (the PCC Agent) to gain access to certain personal data of Tobacco Victims, as contained in the Official Registers maintained by the government of Quebec, in order to assist claimants seeking compensation under the compensation plans to establish proof of a compensable disease.</p>

- | | |
|--|---|
| <p>9. Proactio, en sa qualité d'agent des Avocats des Membres, a déterminé que, parmi les personnes inscrites auprès d'elle au 16 janvier 2026, il y avait 21 737 réclamations pour lesquelles le diagnostic n'a pu être confirmé dans les Registres officiels, tel qu'il appert d'un rapport d'étape préparé par Proactio et produit aux présentes comme Pièce R-2.</p> <p>10. De ce nombre, 13 176 proviennent de Réclamants successoraux, et environ 5 000 n'ont pas pu être confirmés au moyen d'une Confirmation officielle, car le Réclamant successoral ne disposait pas du numéro d'assurance maladie de la Victime du tabac décédée</p> <p>11. Les Avocats des Membres du groupe et Proactio prévoient qu'un nombre important de ces Réclamants successoraux (ainsi que de futurs Réclamants successoraux) chercheront à obtenir des extraits des dossiers médicaux pertinents conservés par les établissements de santé publique au Québec.</p> <p>12. Santé Québec a informé les Avocats des Membres du groupe que plusieurs établissements du réseau de la santé éprouvent déjà des difficultés à répondre aux demandes d'accès formulées par les réclamants, en raison du volume élevé des demandes reçues jusqu'à présent, et du contexte récent de gel d'embauche et de hausse généralisée des demandes d'accès.</p> | <p>9. Proactio, in its capacity as agent for Quebec Class Counsel, has determined that of the individuals registered with them as of January 16, 2026, there were 21,737 claims for which the diagnosis could not be confirmed in the Official Registers, as appears from a status report prepared by Proactio, filed herewith as Exhibit R-2.</p> <p>10. Of this number, 13,176 are from Succession Claimants and approximately 5,000 could not be confirmed by way of an Official Confirmation because the Succession Claimant did not have the Deceased Tobacco Victim's health insurance number.</p> <p>11. Quebec Class Counsel and Proactio anticipate that a significant number of these Succession Claimants (and future Succession Claimants) will seek to obtain extracts from the relevant medical files maintained by public health institutions in Quebec.</p> <p>12. Santé Québec has informed Quebec Class Counsel that several institutions within the health-care network are already struggling to respond to access requests submitted by claimants due to the high volume of such requests received so far and considering the recent hiring freeze and a general increase in access requests.</p> |
|--|---|

- | | |
|--|---|
| <p>13. Or, il est prévisible que la demande augmentera considérablement à court terme lorsque plusieurs réclamants seront notifiés que leur diagnostic ou le diagnostic de la personne pour laquelle ils ont soumis une réclamation ne peut être confirmé dans les Registres officiels. Cette notification doit être faite rapidement pour donner le plus de temps possible aux réclamants pour présenter une preuve alternative.</p> <p>14. Ainsi, dans le cours normal des choses à court et moyen terme, plus de 13 000 Requérants successoraux devront prouver leur qualité d'héritier avant d'avoir droit à l'accès aux informations pertinentes contenues dans le dossier médical d'une Victime du tabac décédée concernée.</p> <p>15. Si les établissements de santé publique qui reçoivent ces demandes doivent analyser et déterminer la qualité successorale des personnes qui les présentent (ce qui est souvent extrêmement complexe et nécessite l'examen de plusieurs documents), il en résultera un important retard et un arriére considérable, et il est peu probable que la preuve alternative soit rendue disponible dans un délai suffisamment rapide.</p> <p>16. Afin de simplifier le processus pour les Réclamants successoraux, de réduire la pression sur le réseau de la santé et d'éviter la duplication du travail visant à vérifier la qualité successorale, il est dans l'intérêt de la justice qu'une ordonnance soit</p> | <p>13. It is foreseeable that the number of requests will surge in the near term once many claimants are notified that their diagnosis, or the diagnosis of the person for whom they submitted a claim, cannot be confirmed in the Official Registers. This notification must be sent promptly in order to give these claimants as much time as possible to submit alternative proof.</p> <p>14. Thus, in the normal course over the near and medium term, more than 13,000 Succession Claimants would have to prove their status as heirs prior to being entitled to obtain access to the information contained in the medical file of the relevant Deceased Tobacco Victim.</p> <p>15. If the public health institutions receiving these requests must analyse and determine the succession status of the individuals making them (which often is extremely complicated and requires the analysis of multiple documents), there will be a significant backlog and delay and it is unlikely that the alternative proof will be made available on a sufficiently timely basis.</p> <p>16. In order to simplify the process for Succession Claimants, to reduce the pressure on the health-care network, and to avoid duplication of the work to verify succession status, it is in the interests of justice that an order be issued, <i>mutatis mutandis</i> to the</p> |
|--|---|

rendue, *mutatis mutandis*, à l'Ordonnance sur les confirmations officielles, conformément au projet d'ordonnance annexé aux présentes à titre de **Pièce R-3**.

17. Si elles sont accordées, les ordonnances demandées permettront que les diagnostics contenus dans les dossiers médicaux soient transmis par les établissements de santé directement aux Agents officiels ou à l'Administrateur des réclamations, sans que le Réclamant successoral n'ait à établir au préalable sa qualité d'héritier ou de représentant de la succession de la Victime du tabac décédée auprès de l'établissement de santé.
18. Il convient de noter qu'avant que toute information provenant des dossiers médicaux de la Victime du tabac décédée puisse être communiquée à un Réclamant successoral, ce dernier devra d'abord établir, à la satisfaction de l'Agent du QCAP, de l'Agent des PCC ou de l'Administrateur des réclamations, selon le cas, sa qualité à l'égard de la succession de la Victime du tabac décédée, dans le cadre du processus de présentation de la réclamation conformément au cadre légal.
19. Afin de permettre aux Agents officiels de s'assurer que le diagnostic ne puisse être confirmé par une Confirmation officielle avant que le Requérant successoral ne soit requis à obtenir une preuve alternative auprès d'un établissement de santé, les

Official Confirmations Order, in accordance with the draft order attached hereto as **Exhibit R-3**.

17. If granted, the orders sought would permit diagnostic information contained in medical files to be transmitted by healthcare institutions directly to the Official Agents or the Claims Administrator without the Succession Claimant having to first establish their status as heir or representative of the estate of the Deceased Tobacco Victim to the health care institution.
18. Notably, before any information from the medical files of the Deceased Tobacco Victim could be disclosed to a Succession Claimant, the claimant would first have to establish, to the satisfaction of the QCAP Agent, the PCC Agent, or the Claims Administrator, as applicable, their status in respect of the estate of the Deceased Tobacco Victim as part of the claim submission process in accordance with the legal framework.
19. In order to allow the Official Agents to ensure that the diagnosis cannot be confirmed by an Official Confirmation before the Succession Claimant is required to obtain alternative proof from a healthcare institution, the proposed orders also seek to authorize:

demandes visent également à autoriser:

- (a) la RAMQ à recevoir de la part des Agents officiels les informations complètes détenues par ces derniers concernant des Victimes du tabac décédées pour lesquelles les Requérants successoraux n'ont pas de NAM, et pour lesquelles il n'a pas été possible d'établir un appariement avec les renseignements obtenus antérieurement à partir des Registres officiels;
- (b) à la RAMQ, par la suite, à utiliser ces renseignements ainsi que les renseignements qu'elle détient pour tenter d'identifier la Victime du tabac décédée, et finalement qu'elle soit autorisée à indiquer aux Agents officiels l'identité de la personne dans les listes préalablement transmises à partir des Registres officiels; et
- (c) le MSSS à fournir à la RAMQ les Listes 1 et 2, qui ne sont pas actuellement en la possession de la RAMQ.

20. Les ordonnances proposées intègrent les mêmes mesures de protection des renseignements personnels que celles émises par cette Cour dans l'Ordonnance sur les confirmations officielles et sont pleinement conformes aux lois applicables en matière de protection des renseignements personnels au Québec.

- (a) the RAMQ to receive from the Official Agents the complete information they hold regarding Deceased Tobacco Victims for whom the Succession Claimants do not have a Health Insurance Number (NAM), and for whom it has not been possible to successfully match the information previously obtained from the Official Registries;
- (b) the RAMQ, thereafter, to use this information along with the information it already holds to attempt to identify the Deceased Tobacco Victim, and ultimately to be authorized to indicate to the Official Agents the identity of the person in the lists previously transmitted from the Official Registries; and
- (c) the MSSS to provide the RAMQ with Lists 1 and 2, which are not currently in the RAMQ's possession

20. The proposed orders incorporate the same personal information protection measures as the ones issued by this Court in the Official Confirmations Order and are fully consistent with the applicable laws to protect personal information in Quebec.

21. Santé Québec appuie sans réserve la présente demande et le projet d'ordonnance au regard de tous les aspects qui la concernent.

POUR CES RAISONS, PLAISE À LA COUR :

- [1] **ACCUEILLIR** la *Demande pour une extension de l'Ordonnance des confirmations officielles* (la « **Demande** »);
- [2] **DÉCLARER** que, sauf indication contraire, les termes définis utilisés dans l'Ordonnance ont le même sens que dans l'Ordonnance des confirmations officielles et dans la Demande;
- [3] **AUTORISER** Santé Québec, par l'entremise de ses établissements (collectivement, « **Santé Québec** »), à la demande de toute personne affirmant avoir la qualité d'héritier ou de représentant de la succession d'une Victime du tabac décédée (un « **Réclamant requérant** »), à faire une copie de tout dossier médical d'une Victime du tabac décédée en sa possession référant à un diagnostic d'une Maladie indemnisable (les « **Dossiers médicaux** ») et à transmettre ces Dossiers médicaux directement et uniquement à :
 - (a) l'Agent du QCAP, si le Réclamant requérant a présenté une réclamation en vertu du Plan d'administration du Québec par l'entremise de l'Agent du QCAP;

21. Santé Québec fully supports this Application and the draft order in all respects that concern it.

FOR THESE REASONS, MAY IT PLEASE THE COURT TO

- [1] **GRANT** the *Application for an Extension of the Official Confirmations Order* (the “**Application**”);
- [2] **DECLARE** that unless otherwise specifically defined herein, defined terms used in the Order have the same meaning as in the Official Confirmations Order and in the Application;
- [3] **AUTHORIZE** Santé Québec, through its institutions (collectively, “**Santé Québec**”), upon request of any person asserting the status of an heir or representative of the estate of a Deceased Tobacco Victim (each, a “**Requesting Claimant**”), to make a copy of any medical record of a Deceased Tobacco Victim in its possession referring to a diagnosis with a Compensable Disease (“**Medical Records**”) and to provide such Medical Records directly, and only, to:
 - (a) the QCAP Agent, if the Requesting Claimant has initiated a claim under the Quebec Administration Plan via the QCAP Agent;
 - (b) the PCC Agent, if the Requesting Claimant has initiated a claim

<p>(b) l'Agent des PCC, si le Réclamant requérant a présenté une réclamation en vertu du Plan d'administration des PCC par l'entremise de l'Agent des PCC; ou</p> <p>(c) l'Administrateur des réclamations, si le Réclamant requérant a présenté une réclamation dans le cadre de l'un ou l'autre des programmes de compensation directement auprès de ce dernier;</p> <p>[4] DÉCLARER que les documents médicaux suivants constituent les Dossiers médicaux que Santé Québec est autorisé à transmettre à l'Agent du QCAP, à l'Agent des PCC ou à l'Administrateur des réclamations, selon le cas, conformément à la présente Ordonnance :</p> <p>(a) Pour les réclamations relatives au cancer primitif du poumon et au cancer primitif épidermoïde de la gorge (larynx, oropharynx ou hypopharynx) :</p> <p>(i) Toutes les notes de dossier et feuilles sommaires datées avant le 9 mars 2019 se rapportant au diagnostic de cancer primitif du poumon ou de cancer primitif de la gorge de la Victime du tabac décédée :</p> <p>(ii) Tous les résultats de tests datés avant le 9 mars</p>	<p>under the PCC Compensation Plan via the PCC Agent; or</p> <p>(c) the Claims Administrator, if the Requesting Claimant has made a claim under either compensation plan directly to the Claims Administrator;</p> <p>[4] DECLARE that the following medical records shall constitute the Medical Records which Santé Québec is authorized to provide directly to the QCAP Agent, the PCC Agent, or the Claims Administrator, as applicable, pursuant to this Order:</p> <p>(a) In respect of claims relating to Primary Lung Cancer and Primary squamous cell cancer of the throat (larynx, oropharynx or hypopharynx):</p> <p>(i) All file notes and summary sheets dated prior to March 9, 2019, referring to the primary lung or throat cancer diagnosis of the Deceased Tobacco Victim;</p> <p>(ii) All test results dated prior to March 9, 2019, referring to the primary lung or throat cancer diagnosis of the Deceased Tobacco</p>
--	--

<p>2019 se rapportant au diagnostic de cancer primitif du poumon ou de cancer primitif de la gorge de la Victime du tabac décédée, y compris notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. rapports de pathologie 2. rapports opératoires 3. rapports de radiographies 4. rapports de biopsie, 5. rapports de tomodensitométrie (CT) 6. rapports de cytologie de l'expectoration 7. rapports d'IRM 8. rapports de TEP. <p>(b) Pour les réclamations relatives à l'emphysème et à la MPOC (grades III et IV de GOLD) :</p> <ol style="list-style-type: none"> (i) Toutes les notes de dossier et feuilles sommaires datées avant le 9 mars 2019 se rapportant au diagnostic d'emphysème ou de MPOC de la Victime du tabac décédée ; (ii) Tous les résultats de tests datés avant le 9 mars 2019 se rapportant au diagnostic d'emphysème ou de MPOC, y compris notamment : <ol style="list-style-type: none"> 1. résultats de spirométrie 2. rapports de radiographies 	<p>Victim including but not limited to:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pathology reports; 2. Operative reports; 3. X-ray reports; 4. Biopsy reports; 5. CT Scan reports; 6. Sputum Cytology reports; 7. MRI reports; 8. PET scan reports. <p>(b) In respect of claims relating to Emphysema and COPD (GOLD Grade III and IV):</p> <ol style="list-style-type: none"> (i) All file notes and summary sheets dated prior to March 9, 2019, referring to the Emphysema or COPD diagnosis of the Deceased Tobacco Victim; (ii) All test results dated prior to March 9, 2019, referring to the Emphysema or COPD diagnosis including but not limited to: <ol style="list-style-type: none"> 1. Spirometry test results; 2. X-ray reports; 3. CT Scan reports;
---	--

- | | |
|---|---|
| <p>3. rapports de tomodensitométrie (CT);</p> <p>[5] AUTORISER Santé Québec à informer, selon le cas, l'Agent du QCAP, l'Agent des PCC ou l'Administrateur des réclamations, s'il n'est en possession de Dossiers médicaux pertinents relativement à une Victime du tabac décédée à la suite d'une demande d'un Réclamant requérant;</p> <p>[6] AUTORISER l'Agent du QCAP, l'Agent des PCC ou l'Administrateur des réclamations, selon le cas, à aviser un Réclamant requérant s'ils sont informés que Santé Québec n'est pas en possession de Dossiers médicaux pertinents relativement à la Victime du tabac décédée au sujet de laquelle le Réclamant requérant a présenté une demande;</p> <p>[7] DISPENSER Santé Québec, malgré l'article 27 de la <i>Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux</i>, RLRQ chapitre R-22.1, d'effectuer toute vérification quant au statut du Réclamant requérant à l'égard de la Victime du tabac décédée visée avant de fournir les Dossiers médicaux à l'Agent du QCAP, à l'Agent des PCC ou à l'Administrateur des réclamations, selon le cas;</p> <p>[8] AUTORISER l'Agent du QCAP, l'Agent des PCC et l'Administrateur des réclamations,</p> | <p>[5] AUTHORIZE Santé Québec to advise the QCAP Agent, the PCC Agent, or the Claims Administrator, as applicable, if it is not in possession of any responsive Medical Records in respect of a Deceased Tobacco Victim following a request from a Requesting Claimant;</p> <p>[6] AUTHORIZE the QCAP Agent, the PCC Agent, or the Claims Administrator, as applicable, to notify a Requesting Claimant if they are advised that Santé Québec is not in possession of responsive Medical Records in respect of the Deceased Tobacco Victim in respect of whom the Requesting Claimant has made a request;</p> <p>[7] DISPENSE Santé Québec, notwithstanding section 27 of the <i>Act respecting health and social services information</i>, CQLR chapter R-22.1, from performing any verification as to the status of the Requesting Claimant in respect of the subject Deceased Tobacco Victim prior to providing the Medical Records to the QCAP Agent, PCC Agent or the Claims Administrator, as applicable;</p> <p>[8] AUTHORIZE the QCAP Agent, the PCC Agent, and the Claims Administrator, as applicable, to</p> |
|---|---|

selon le cas, à communiquer, le cas échéant, une copie des Dossiers médicaux, excluant tout renseignement personnel provenant d'un tiers ou concernant un tiers et tout renseignement personnel à caractère sensible non relié au diagnostic en cause, à un Réclamant requérant ayant démontré, à leur satisfaction, de la manière prévue dans le programme de compensation applicable, sa qualité soit (i) d'héritier ou d'héritier d'un héritier de la Victime du tabac décédée; (ii) de fiduciaire de la succession ou de liquidateur de la succession de la Victime du tabac décédée; ou (iii) de représentant légal d'une personne visée au point (i) ou (ii);

[9] **AUTORISER** dans les cas où le Réclamant requérant présente une demande par l'entremise de l'Agent du QCAP ou de l'Agent des PCC, l'Agent du QCAP et l'Agent des PCC, selon le cas, à communiquer les Dossiers médicaux, ou tout extrait pertinent de celle-ci, à l'Administrateur des réclamations en Ontario une fois que le Réclamant requérant a fourni son consentement à la transmission de renseignements médicaux audit Administrateur des réclamations;

[10] **AUTORISER** l'Agent du QCAP ou l'Agent des PCC, selon le cas, à communiquer les Dossiers médicaux à l'autre Agent officiel s'il est déterminé qu'une réclamation déposée en vertu du Plan d'administration du Québec doit plutôt être déposée en vertu du

communicate, if applicable, a copy of the Medical Records, excluding any personal information from or concerning a third party and any sensitive personal information unrelated to the diagnosis in question, to a Requesting Claimant that has proven to its satisfaction in the manner set forth in the subject compensation plan their status as either an (i) heir or heir of an heir of the Deceased Tobacco Victim (ii) the estate trustee or liquidator of the estate of the Deceased Tobacco Victim, or (iii) the legal representative of a person referenced in (i) or (ii);

[9] **AUTHORIZE** in circumstances where the Requesting Claimant is submitting a claim via the QCAP Agent or the PCC Agent, the QCAP Agent and the PCC Agent, as applicable, to communicate the Medical Records, or any relevant extract thereof, to the Claims Administrator in Ontario once the claimant has provided consent to the transmission of medical information to the Claims Administrator;

[10] **AUTHORIZE** the QCAP Agent or the PCC Agent, as applicable, to communicate the Medical Records to the other Official Agent if it is determined that a claim initiated under the Quebec Administration Plan should be initiated under the

<p>Plan d'administration des PCC, ou vice versa;</p>	<p>PCC Compensation Plan or vice versa;</p>
<p>[11] AUTORISER les Agents officiels à fournir à la RAMQ l'ensemble des renseignements détenus par ces derniers concernant des Victimes du tabac décédées pour lesquelles les Requérants successoraux n'ont pas de numéro d'assurance maladie et pour lesquelles il n'a pas été possible d'établir un appariement avec les renseignements obtenus antérieurement des Registres officiels;</p>	<p>[11] AUTHORIZE the Official Agents to provide the RAMQ with the complete information they hold concerning Deceased Tobacco Victims for whom the Succession Claimants do not have a Health Insurance Number, and for whom it was not possible to successfully match the information previously obtained from the Official Registers;</p>
<p>[12] AUTORISER la RAMQ à valider l'identité des Victimes du tabac décédées figurant sur les listes antérieurement transmises et créées à partir des Registres officiels tenus par le gouvernement en la possession de la RAMQ, à l'Agent du QCAP ou à l'Agent des PCC, selon le cas;</p>	<p>[12] AUTHORIZE the RAMQ to validate the identity of the deceased Tobacco Victims appearing on the lists previously transmitted and created from the Official Registers held by the government that are in the RAMQ's possession, to the QCAP Agent or to the PCC Agent, as applicable.</p>
<p>[13] AUTORISER le MSSS à fournir les Listes 1 et 2 à la RAMQ</p>	<p>[13] AUTHORIZE the MSSS to provide Lists 1 and 2 to the RAMQ;</p>
<p>[14] DISPENSER la RAMQ, malgré l'article 27 de la <i>Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux</i>, RLRQ chapitre R-22.1, d'effectuer toute vérification quant au statut du Réclamant requérant à l'égard de la Victime du tabac décédée visée avant de valider leurs identités conformément au paragraphe 12 ci-dessous et de fournir ces renseignements à l'Agent du QCAP ou à l'Agent des PCC, selon le cas;</p>	<p>[14] DISPENSE the RAMQ, notwithstanding section 27 of the <i>Act respecting health and social services information</i>, CQLR chapter R-22.1, from performing any verification as to the status of the Requesting Claimant in relation to the subject Deceased Tobacco Victim prior validating their identities in accordance paragraph 12 hereof and providing such information to the QCAP Agent or the PCC Agent, as applicable;</p>

[15] **ORDONNER** à l'Agent du QCAP, à l'Agent des PCC et à l'Administrateur des réclamations (collectivement, les « **Parties autorisées** ») d'utiliser les Dossiers médicaux conformément aux pouvoirs, droits et obligations prévus dans les Plans de la LACC, le Plan d'administration du Québec, le Plan d'administration des PCC, les Ordonnances d'homologation datées du 6 mars 2025, les Ordonnances de l'Administrateur des réclamations datées du 27 août 2025, ainsi que toute autre ordonnance pouvant être rendue relativement à ces régimes;

[16] **ORDONNER** que les Parties autorisées prennent les mêmes mesures pour protéger la confidentialité de tout Dossier médical qui leur est communiqué que celles exigées en vertu de l'Ordonnance sur les confirmations officielles et des programmes de compensation;

[17] **ORDONNER** que les Parties autorisées fournissent à Santé Québec un engagement de confidentialité selon les mêmes modalités que celles fournies à la RAMQ et au MSSS en vertu de l'Ordonnance sur les confirmations officielles préalablement à la communication de tout Dossier médical conformément à la présente Ordonnance;

[18] **ORDONNER** aux Parties autorisées de ne pas divulguer ni héberger les Dossiers médicaux à l'extérieur du Québec, sauf aux

[15] **ORDER** the QCAP Agent, the PCC Agent and the Claims Administrator (collectively the “**Authorized Parties**”) to use the Medical Records in accordance with the powers, rights, and obligations as set forth in the CCAA Plans, the Quebec Administration Plan, the PCC Compensation Plan, the Sanction Orders dated March 6, 2025, the Claims Administrator Orders dated August 27, 2025, and any other order that may be issued with respect thereto;

[16] **ORDER** that the Authorized Parties shall take the same steps to protect the confidentiality of any Medical Records disclosed to them as are required pursuant to the Official Confirmations Order and the compensation plans;

[17] **ORDER** that the Authorized Parties shall provide Santé Québec with a confidentiality undertaking on the same terms as provided to the RAMQ and MSSS in accordance with the Official Confirmations Order prior to the communication of any Medical Records in accordance with this Order;

[18] **ORDER** the Authorized Parties not to disclose or host the Medical Records outside of Quebec, except for the purpose of transmitting the

fins de leur transmission à l'Administrateur des réclamations en Ontario, lequel est autorisé à héberger lesdits Dossiers médicaux en Ontario;

[19] **ORDONNER** aux Parties autorisées d'aviser immédiatement le responsable de la protection des renseignements de Santé Québec de toute atteinte, ou tentative d'atteinte, par quiconque, aux obligations de protection des Dossiers médicaux ou de toute information qu'elle contient, telles que prévues par la présente Ordonnance, et de permettre à Santé Québec d'effectuer toute vérification ou enquête relative à la protection des renseignements communiqués en vertu de la présente Ordonnance;

[20] **ORDONNER** aux Parties autorisées de ne pas conserver les Dossiers médicaux et des détruire de manière sécuritaire, ainsi que toute copie, trois (3) ans après la fin du processus de distribution prévu au Plan d'administration du Québec faisant partie des Plans de la LACC;

[21] **ORDONNER** que Santé Québec, la RAMQ, le MSSS et les Parties autorisées ne puissent engager aucune responsabilité du fait de l'exécution des dispositions de la présente Ordonnance, notamment, sans s'y limiter, en lien avec toute détermination effectuée par Santé Québec quant aux Dossiers médicaux fournis aux Parties autorisées et toute communication subséquente par

Medical Records to the Claims Administrator in Ontario, who shall be permitted to host such Medical Records in Ontario;

[19] **ORDER** the Authorized Parties to immediately advise the person responsible for protecting information at Santé Québec of any breach or attempted breach by any person of any of the obligations related to the protection of the Medical Records or any information contained therein provided for in this Order, and to allow Santé Québec to conduct any verifications or investigations related to the protection of information communicated under this Order;

[20] **ORDER** the Authorized Parties not to retain the Medical Records and to securely destroy them along with any copies thereof three years following the end of the distribution process provided for in the Quebec Administration Plan forming part of the CCAA Plans;

[21] **ORDER** that Santé Québec, RAMQ, MSSS and the Authorized Parties shall incur no liability as a result of the carrying out of the provisions of this Order, including without limitation, in connection with any determinations made by Santé Québec as to which Medical Records are provided to the Authorized Parties and any subsequent communication by the Authorized Parties of such Medical

les Parties autorisées de ces Dossiers médicaux à tout Réclamant requérant, que son statut successoral soit ou non finalement établi.

[22] **LE TOUT** sans frais.

Records to any Requesting Claimants, whether or not their succession status is ultimately established.

[22] **THE WHOLE** without costs.

À Montréal, le 16 janvier 2026

Montréal, January 16, 2026



TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE s.e.n.c
Procureurs des demandeurs

M^e Philippe H. Trudel
M^e Bruce W. Johnston

750, Côte de la Place d'Armes,
Bureau 90
Montréal, Québec, H2Y 2X8
Tél. : 514-871-8385
Fax : 514-871-8800
philippe@tjl.quebec
bruce@tjl.quebec



FISHMAN FLANZ MELAND PAQUIN LLP
Attorneys for the Plaintiffs

M^e Mark E. Meland
M^e Tina Silverstein

Place du Canada
1010, rue de la Gauchetière Ouest,
Bureau 1600
Montréal, Québec, H3B 2N2
Tél. : 514-932-4100
Fax : 514-932-4170
mmeland@ffmp.ca
tsilverstein@ffmp.ca

SWORN DECLARATION

I, the undersigned, Tina Silverstein, having my professional address at 1010 de la Gauchetière Ouest, suite 1600, in the City of Montreal, Province of Quebec, do solemnly declare as follows:

1. I am one of the attorneys representing the Plaintiffs;
2. The facts alleged in the attached *Application for an Extension of the Official Confirmations Order* are true.

AND I HAVE SIGNED:


TINA SILVERSTEIN

Solemnly affirmed before me in
Montreal on January 16, 2020


Commissioner for Oaths for Quebec



AVIS DE PRÉSENTATION / NOTICE OF PRESENTATION

AUX PERSONNES INSCRITES SUR LA LISTE DE SIGNIFICATION :

PRENEZ AVIS que la *Demande pour une extension de l'Ordonnance des confirmations officielles* sera présentée selon les modalités, le lieu et le moment qui seront déterminés conjointement par le juge en chef de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, Geoffrey B. Morawetz, et la juge Catherine Piché de la Cour supérieure du Québec.

TO THE SERVICE LIST:

NOTICE IS HEREBY GIVEN that the *Application for an Extension of the Official Confirmations Order* shall be presented in the manner and at the place and time to be determined jointly by Chief Justice Geoffrey B. Morawetz of the Ontario Superior Court of Justice and Justice Catherine Piché of the Quebec Superior Court.

À Montréal, le 16 janvier 2026

Montréal, January 16, 2026



TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE s.e.n.c
Procureurs des demandeurs

M^e Philippe H. Trudel
M^e Bruce W. Johnston

750, Côte de la Place d'Armes,
Bureau 90
Montréal, Québec, H2Y 2X8
Tél. : 514-871-8385
Fax : 514-871-8800
philippe@tjl.quebec
bruce@tjl.quebec



FISHMAN FLANZ MELAND PAQUIN LLP
Attorneys for the Plaintiffs

M^e Mark E. Meland
M^e Tina Silverstein

Place du Canada
1010, rue de la Gauchetière Ouest,
Bureau 1600
Montréal, Québec, H3B 2N2
Tél. : 514-932-4100
Fax : 514-932-4170
mmeland@ffmp.ca
tsilverstein@ffmp.ca

LISTE DES PIÈCES / LIST OF EXHIBITS

Pièce R-1 : Ordonnance sur les confirmations officielles de 21 juillet 2025
/ Official Confirmations Order dated July 21, 2025

Pièce R-2 : Rapport Proactio de 16 janvier 2026 / Proactio Report dated January 16, 2026

Pièce R-3 : Projet d'ordonnance / Draft Order

À Montréal, le 16 janvier 2026

Montréal, January 16, 2026



TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE s.e.n.c
Procureurs des demandeurs

M^e Philippe H. Trudel
M^e Bruce W. Johnston

750, Côte de la Place d'Armes,
Bureau 90
Montréal, Québec, H2Y 2X8
Tél. : 514-871-8385
Fax : 514-871-8800
philippe@tjl.quebec
bruce@tjl.quebec



FISHMAN FLANZ MELAND PAQUIN LLP
Attorneys for the Plaintiffs

M^e Mark E. Meland
M^e Tina Silverstein

Place du Canada
1010, rue de la Gauchetière Ouest,
Bureau 1600
Montréal, Québec, H3B 2N2
Tél. : 514-932-4100
Fax : 514-932-4170
mmeland@ffmp.ca
tsilverstein@ffmp.ca

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000076-980

DATE : 21 Juillet 2025

SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE CATHERINE PICHÉ J.C.S.

**Dans l'affaire de la mise en œuvre du Plan
d'administration du Québec**

CONSEIL QUÉBÉCOIS SUR LE TABAC ET LA SANTÉ

Demandeur

-et-

JTI MACDONALD CORP.

-et-

IMPERIAL TOBACCO CANADA LIMITED

-et-

ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

Défenderesses

-et-

DELOITTE RESTRUCTURING INC.,

-et-

FTI CONSULTING INC.

JP 2866

500-06-000076-980

PAGE : 2

-et-

ERNST & YOUNG INC.

Intervenants

-et-

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

-et-

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

-et-

SERVICES PROACTIO INC.

-et-

EPIQ CLASS ACTION SERVICES CANADA INC.

-et-

THE LAW PRACTICE OF WAGNER & ASSOCIATES INC.

Mis en cause

ORDONNANCE

[1] **CONSIDÉRANT** la *Demande pour l'obtention d'une ordonnance autorisant et ordonnant à la RAMQ et au MSSS de fournir les confirmations officielles des membres du groupe du Québec et les pièces à son soutien;*

[2] **CONSIDÉRANT** que, dans le cadre des procédures entreprises en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), des plans d'arrangement pour chacun des défendeurs (les « *Plans de la LACC* ») ont

été présentés pour approbation à la Cour supérieure de la province de l'Ontario (le « **Tribunal de la LACC** »)

[3] **CONSIDÉRANT** que les Plans de la LACC ont été approuvés le 6 mars 2025 par le Tribunal de la LACC;

[4] **CONSIDÉRANT** que cette Cour aide et assiste le **Tribunal de la LACC** et qu'elle supervisera conjointement avec celui-ci la mise en œuvre du **Plan d'administration du Québec** contenu dans les **Plans de la LACC** visant à encadrer le processus de réclamation;

[5] **CONSIDÉRANT** les représentations des procureurs à l'audience;

LA COUR :

[6] **ACCUEILLE** la *Demande pour l'obtention d'une ordonnance autorisant et ordonnant à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) et au Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS) de fournir les confirmations officielles des membres du groupe du Québec (la « **Demande** »);*

[7] **DÉCLARE** que les expressions définies dans la présente ordonnance (en caractères gras) ont le même sens que celui qui leur est donné dans la Demande;

[8] **AUTORISE** le MSSS et la RAMQ à procéder dans les meilleurs délais à l'extraction dans les **Registres officiels** ou dans le **FIPA** des renseignements décrits ci-après pour les **Maladies indemnisables** jusqu'au 8 mars 2019, en fonction des critères et des paramètres décrits ci-après, et les autoriser à créer trois listes regroupant l'ensemble des extractions effectuées:

1. Les renseignements liés à tous les diagnostics de Cancer du poumon (Liste 1), soit :
 - Les noms et prénoms la personne ayant reçu le diagnostic;
 - La date de naissance de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le sexe de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le nom complet de la mère de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le **NAM** de la personne ayant reçu le diagnostic;

- Le type de cancer diagnostiqué;
 - La date du diagnostic;
 - La date de décès, le cas échéant.
2. Les renseignements liés à tous les diagnostics de Cancer de la gorge (Liste 2), soit :
- Les noms et prénoms de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - La date de naissance de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le sexe de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le nom complet de la mère de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le **NAM** de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le type de cancer diagnostiqué;
 - La date du diagnostic;
 - La date de décès, le cas échéant;
3. Les renseignements liés à tous les diagnostics d'Emphysème (Liste 3) soit :
- Les noms et prénoms de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - La date de naissance de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le sexe de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le nom complet de la mère de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - Le **NAM** de la personne ayant reçu le diagnostic;
 - La date du diagnostic et/ou, pour MED-ECHO, la date d'admission en lien avec le diagnostic;
 - La date de décès, le cas échéant.

[9] **AUTORISE** la RAMQ à procéder dans les meilleurs délais à l'extraction des renseignements concernant les données de facturation des professionnels de la santé en lien avec un diagnostic d'Emphysème jusqu'au 8 mars 2019, et à créer une quatrième liste (liste 4), regroupant les renseignements ci-après décrits à partir des extractions effectuées dans le FIPA et à partir des données de facturation des professionnels de la santé :

- Les noms et prénoms de la personne ayant reçu le diagnostic;
- La date de naissance de la personne ayant reçu le diagnostic;
- Le sexe de la personne ayant reçu le diagnostic;
- Le nom complet de la mère de la personne ayant reçu le diagnostic;
- Le **NAM** de la personne ayant reçu le diagnostic;
- Le nom du médecin ayant donné le diagnostic;
- La ou les dates du diagnostic;
- La date de décès, le cas échéant;

[10] **AUTORISE** la RAMQ à communiquer aux Services Proactio Inc. et EPIQ Class Action Services Canada Inc. en leur qualité de mandataire auprès des **Avocats des Membres** et **Avocats représentant les PCC**, respectivement, désignées en vertu du **Plan d'administration du Québec** et du **Plan d'administration des PCC**, respectivement (les « **Parties autorisées** ») dans le format qu'elles auront convenu les renseignements contenus aux listes 1, 2, 3 et 4;

[11] **AUTORISE** les **Parties autorisées** à communiquer, le cas échéant, aux Requérants successoraux qui auront prouvé leur qualité d'héritier, ou à leurs représentants légaux tel que défini dans les **Plans de la LACC**, ainsi qu'au liquidateur de la succession de la personne pour laquelle est présentée une réclamation le **NAM** de la personne ayant reçu le diagnostic;

[12] **AUTORISE** les **Parties autorisées** à communiquer les **Confirmations officielles** qu'elles ont reçues ainsi que de tout renseignement s'y rapportant qui est extrait des listes 1, 2, 3 et 4, à l'**Administrateur des réclamations** en Ontario

une fois que le réclamant a fourni son consentement à la transmission de ces renseignements à l'Administrateur des réclamations;

[13] **ORDONNE** aux Parties autorisées et à l'Administrateur des réclamations d'utiliser les renseignements contenus dans les listes 1, 2, 3 et 4 et les **Confirmations officielles** conformément aux pouvoirs, droits et obligations tels qu'énoncés dans les Plans de la LACC, le Plan d'administration du Québec, le Plan d'administrations des PCC, les ordonnances d'homologation du 6 mars 2025 et toute autre ordonnance qui sera rendue à l'égard de ces documents;

[14] **ORDONNE** aux **Parties autorisées** de traiter les listes 1, 2, 3 et 4 de manière strictement confidentielle, de prendre les mesures nécessaires pour assurer cette confidentialité de même que la protection des renseignements contenus à ces listes et aux **Confirmations officielles** afin qu'ils ne soient utilisés qu'aux fins de faire valoir une réclamation aux termes du **Plan d'administration du Québec** ou du **Plan d'administration des PCC**;

[15] **ORDONNE** aux **Parties autorisées** de transmettre au MSSS et à la RAMQ, avant la communication des listes 1, 2, 3 et 4 un engagement de confidentialité complété par toute personne à qui les renseignements peuvent être communiqués ou qui peut les utiliser pour l'exécution de la présente ordonnance;

[16] **ORDONNE** aux **Parties autorisées** de ne pas communiquer ou héberger les renseignements contenus aux listes 1, 2, 3 et 4 à l'extérieur du Québec, sauf aux fins de la transmission des **Confirmations officielles** à l'**Administrateur des réclamations** en Ontario;

[17] **ORDONNE** aux **Parties autorisées** d'aviser sans retard le responsable de la protection des renseignements du MSSS ou de la RAMQ de toute violation ou tentative de violation par toute personne de l'une des obligations relatives à la protection des renseignements contenus aux listes 1, 2, 3 et 4 ou aux **Confirmations officielles** qui sont prévues par la présente ordonnance et de permettre au MSSS ou à la RAMQ d'effectuer toute vérification ou toute enquête relative à la protection des renseignements communiqués conformément à la présente ordonnance; et

[18] **ORDONNE** aux **Parties autorisées** de ne pas conserver les renseignements contenus aux listes 1, 2, 3 et 4 ou aux **Confirmations officielles** et de les détruire de façon sécuritaire de même que toute copie de ces renseignements trois ans suivant le terme du processus de distribution prévu au **Plan d'administration du Québec** inclus dans les **Plans de la LACC**;

500-06-000076-980

PAGE : 7

[19] **ORDONNE** que l'Administrateur des réclamations soit assujetti aux obligations de confidentialité prévues aux paragraphes 14 à 18 des présentes, à l'égard des **Confirmations officielles** qu'il reçoit ainsi que de tout renseignement s'y rapportant qui est extrait des listes 1, 2, 3 et 4.

[20] **LE TOUT** sans frais.

CPic
CATHERINE PICHÉ, J.C.S.

50,599

Workable claims

13,176

Victims

37,411

Successions

3,993

Cancers

9,183

Emphysema only

27,062

Cancers

10,349

Emphysema only

Cancers

Status	DX confirmed	Alternative proof received	Alternative proof needed	Total
In progress	593	42	1,474	2,109
Ready to submit	311	18	23	352
Submitted	1,517	5	10	1,532
Total	2,421	65	1,507	3,993

Cancers

Status	DX confirmed	Alternative proof received	Alternative proof needed	Total
In progress	14,409		163	7,052 21,624
Ready to submit	4,187		17	32 4,236
Submitted	1,202			1,202
Total	19,798		180	7,084 27,062

Emphysema only

Status	DX confirmed	Alternative proof received	Alternative proof needed	Total
In progress	98	577	6,925	7,600
Ready to submit	60	863	126	1,049
Submitted	172	359	3	534
Total	330	1,799	7,054	9,183

Emphysema only

Status	DX confirmed	Alternative proof received	Alternative proof needed	Total
In progress	1,826		1,474	6,068 9,368
Ready to submit	413		431	24 868
Submitted	99		14	113
Total	2,338		1,919	6,092 10,349

PROJET D'ORDONNANCE / DRAFT ORDER

- | | |
|--|--|
| <p>[1] ATTENDU l'ordonnance de la Cour supérieure du Québec datée du 21 juillet 2025 dans le présent dossier autorisant et enjoignant à la RAMQ et au MSSS de fournir les confirmations officielles des membres du groupe du recours collectif québécois (l'«Ordonnance sur les confirmations officielles»);</p> <p>[2] ATTENDU la <i>Demande pour une extension de l'Ordonnance sur les confirmations officielles</i> datée du 16 janvier 2026 (la «Demande»), ainsi que les pièces et la déclaration sous serment produites à son soutien;</p> <p>[3] ATTENDU que les ordonnances demandées sont conformes aux lois applicables visant à protéger les renseignements personnels au Québec;</p> <p>[4] ATTENDU qu'il est juste et approprié d'élargir l'Ordonnance sur les confirmations officielles tel que demandé dans la Demande;</p> <p>[5] ATTENDU les représentations faites par les avocats lors de l'audience;</p> <p>LA COUR :</p> <p>[6] ACCUEILLE la <i>Demande pour une extension de l'Ordonnance des</i></p> | <p>[1] CONSIDERING the Order of the Quebec Superior Court dated July 21, 2025 in the present court file authorizing and directing the RAMQ and the MSSS to provide official confirmations of Quebec class action group members (the “Official Confirmations Order”);</p> <p>[2] CONSIDERING the <i>Application for an Extension of the Official Confirmations Order</i> dated January 16, 2026 (the “Application”), and the exhibits and the affidavit filed in support thereof;</p> <p>[3] CONSIDERING that the orders sought are consistent with the applicable laws to protect personal information in Quebec;</p> <p>[4] CONSIDERING that it is just and appropriate to extend the Official Confirmations Order as requested in the Application;</p> <p>[5] CONSIDERING the representations made by counsel at the hearing;</p> <p>THE COURT:</p> <p>[6] GRANTS the <i>Application for an Extension of the Official</i></p> |
|--|--|

<p><i>confirmations officielles (la «Demande»);</i></p>	<p><i>Confirmations Order (the “Application”);</i></p>
<p>[7] DÉCLARE que, sauf indication contraire, les termes définis utilisés dans l’Ordonnance ont le même sens que dans l’Ordonnance des confirmations officielles et dans la Demande;</p>	<p>[7] DECLARES that unless otherwise specifically defined herein, defined terms used in the Order have the same meaning as in the Official Confirmations Order and in the Application;</p>
<p>[8] AUTORISE Santé Québec, par l’entremise de ses établissements (collectivement, «Santé Québec»), à la demande de toute personne affirmant avoir la qualité d’héritier ou de représentant de la succession d’une Victime du tabac décédée (un «Réclamant requérant»), à faire une copie de tout dossier médical d’une Victime du tabac décédée en sa possession référant à un diagnostic d’une Maladie indemnisable (les «Dossiers médicaux») et à transmettre ces Dossiers médicaux directement et uniquement à :</p>	<p>[8] AUTHORIZES Santé Québec, through its institutions (collectively, «Santé Québec»), upon request of any person asserting the status of an heir or representative of the estate of a Deceased Tobacco Victim (each, a «Requesting Claimant»), to make a copy of any medical record of a Deceased Tobacco Victim in its possession referring to a diagnosis with a Compensable Disease (“Medical Records”) and to provide such Medical Records directly, and only, to:</p>
<p>(a) l’Agent du QCAP, si le Réclamant requérant a présenté une réclamation en vertu du Plan d’administration du Québec par l’entremise de l’Agent du QCAP;</p>	<p>(a) the QCAP Agent, if the Requesting Claimant has initiated a claim under the Quebec Administration Plan via the QCAP Agent;</p>
<p>(b) l’Agent des PCC, si le Réclamant requérant a présenté une réclamation en vertu du Plan d’administration des PCC par l’entremise de l’Agent des PCC; ou</p>	<p>(b) the PCC Agent, if the Requesting Claimant has initiated a claim under the PCC Compensation Plan via the PCC Agent; or</p>
<p>(c) l’Administrateur des réclamations, si le Réclamant requérant a présenté une réclamation dans le cadre de l’un ou l’autre des</p>	<p>(c) the Claims Administrator, if the Requesting Claimant has made a claim under either compensation plan directly to the Claims Administrator;</p>

programmes de compensation directement auprès de ce dernier;

[9] **DÉCLARE** que les documents médicaux suivants constituent les Dossiers médicaux que Santé Québec est autorisé à transmettre à l'Agent du QCAP, à l'Agent des PCC ou à l'Administrateur des réclamations, selon le cas, conformément à la présente Ordonnance :

(a) Pour les réclamations relatives au cancer primitif du poumon et au cancer primitif épidermoïde de la gorge (larynx, oropharynx ou hypopharynx):

- (i) Toutes les notes de dossier et feuilles sommaires datées avant le 9 mars 2019 se rapportant au diagnostic de cancer primitif du poumon ou de cancer primitif de la gorge de la Victime du tabac décédée;
- (ii) Tous les résultats de tests datés avant le 9 mars 2019 se rapportant au diagnostic de cancer primitif du poumon ou de cancer primitif de la gorge de la Victime du tabac décédée, y compris notamment :
 - 1. rapports de pathologie;
 - 2. rapports opératoires;
 - 3. rapports de radiographies;
 - 4. rapports de biopsie;
 - 5. rapports de tomodensitométrie (CT);
 - 6. rapports de cytologie de l'expectoration;

[9] **DECLARES** that the following medical records shall constitute the Medical Records which Santé Québec is authorized to provide directly to the QCAP Agent, the PCC Agent, or the Claims Administrator, as applicable, pursuant to this Order:

(a) In respect of claims relating to Primary Lung Cancer and Primary squamous cell cancer of the throat (larynx, oropharynx or hypopharynx):

- (i) All file notes and summary sheets dated prior to March 9, 2019, referring to the primary lung or throat cancer diagnosis of the Deceased Tobacco Victim;
- (ii) All test results dated prior to March 9, 2019, referring to the primary lung or throat cancer diagnosis of the Deceased Tobacco Victim including but not limited to:
 - 1. Pathology reports;
 - 2. Operative reports;
 - 3. X-ray reports;
 - 4. Biopsy reports;
 - 5. CT Scan reports;
 - 6. Sputum Cytology reports;
 - 7. MRI reports;
 - 8. PET scan reports;

<p>7. rapports d'IRM; 8. rapports de TEP;</p>	
<p>(b) Pour les réclamations relatives à l'emphysème et à la MPOC (grades III et IV de GOLD):</p>	<p>(b) In respect of claims relating to Emphysema and COPD (GOLD Grade III and IV):</p>
<p>(i) Toutes les notes de dossier et feuilles sommaires datées avant le 9 mars 2019 se rapportant au diagnostic d'emphysème ou de MPOC de la Victime du tabac décédée;</p> <p>(ii) Tous les résultats de tests datés avant le 9 mars 2019 se rapportant au diagnostic d'emphysème ou de MPOC, y compris notamment:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. résultats de spirométrie; 2. rapports de radiographies; 3. rapports de tomodensitométrie (CT); 	<p>(i) All file notes and summary sheets dated prior to March 9, 2019, referring to the Emphysema or COPD diagnosis of the Deceased Tobacco Victim;</p> <p>(ii) All test results dated prior to March 9, 2019, referring to the Emphysema or COPD diagnosis including but not limited to:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Spirometry test results; 2. X-ray reports; 3. CT Scan reports;
<p>[10] AUTORISE Santé Québec à informer, selon le cas, l'Agent du QCAP, l'Agent des PCC ou l'Administrateur des réclamations, s'il n'est en possession de Dossiers médicaux pertinents relativement à une Victime du tabac décédée à la suite d'une demande d'un Réclamant requérant;</p>	<p>[10] AUTHORIZES Santé Québec to advise the QCAP Agent, the PCC Agent, or the Claims Administrator, as applicable, if it is not in possession of any responsive Medical Records in respect of a Deceased Tobacco Victim following a request from a Requesting Claimant;</p>
<p>[11] AUTORISE l'Agent du QCAP, l'Agent des PCC ou l'Administrateur des réclamations, selon le cas, à aviser un Réclamant requérant s'ils sont informés que Santé Québec n'est pas en possession de Dossiers médicaux</p>	<p>[11] AUTHORIZES the QCAP Agent, the PCC Agent, or the Claims Administrator, as applicable, to notify a Requesting Claimant if they are advised that Santé Québec is not in possession of responsive Medical</p>

pertinents relativement à la Victime du tabac décédée au sujet de laquelle le Réclamant requérant a présenté une demande;

[12] **DISPENSE** Santé Québec, malgré l'article 27 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux*, RLRQ chapitre R-22.1, d'effectuer toute vérification quant au statut du Réclamant requérant à l'égard de la Victime du tabac décédée visée avant de fournir les Dossiers médicaux à l'Agent du QCAP, à l'Agent des PCC ou à l'Administrateur des réclamations, selon le cas;

[13] **AUTORISE** l'Agent du QCAP, l'Agent des PCC et l'Administrateur des réclamations, selon le cas, à communiquer, le cas échéant, une copie des Dossiers médicaux, excluant tout renseignement personnel provenant d'un tiers ou concernant un tiers et tout renseignement personnel à caractère sensible non relié au diagnostic en cause, à un Réclamant requérant ayant démontré, à leur satisfaction, de la manière prévue dans le programme de compensation applicable, sa qualité soit (i) d'héritier ou d'héritier d'un héritier de la Victime du tabac décédée; (ii) de fiduciaire de la succession ou de liquidateur de la succession de la Victime du tabac décédée; ou (iii) de représentant légal d'une personne visée au point (i) ou (ii);

[14] **AUTORISE** dans les cas où le Réclamant requérant présente une

Records in respect of the Deceased Tobacco Victim in respect of whom the Requesting Claimant has made a request;

[12] **DISPENSES** Santé Québec, notwithstanding section 27 of the *Act respecting health and social services information*, CQLR chapter R-22.1, from performing any verification as to the status of the Requesting Claimant in respect of the subject Deceased Tobacco Victim prior to providing the Medical Records to the QCAP Agent, PCC Agent or the Claims Administrator, as applicable;

[13] **AUTHORIZES** the QCAP Agent, the PCC Agent, and the Claims Administrator, as applicable, to communicate, if applicable, a copy of the Medical Records, excluding any personal information from or concerning a third party and any sensitive personal information unrelated to the diagnosis in question, to a Requesting Claimant that has proven to its satisfaction in the manner set forth in the subject compensation plan their status as either an (i) heir or heir of an heir of the Deceased Tobacco Victim (ii) the estate trustee or liquidator of the estate of the Deceased Tobacco Victim, or (iii) the legal representative of a person referenced in (i) or (ii);

[14] **AUTHORIZES** in circumstances where the Requesting Claimant is

demande par l'entremise de l'Agent du QCAP ou de l'Agent des PCC, l'Agent du QCAP et l'Agent des PCC, selon le cas, à communiquer les Dossiers médicaux, ou tout extrait pertinent de celle-ci, à l'Administrateur des réclamations en Ontario une fois que le Réclamant requérant a fourni son consentement à la transmission de renseignements médicaux audit Administrateur des réclamations;

[15] **AUTORISE** l'Agent du QCAP ou l'Agent des PCC, selon le cas, à communiquer les Dossiers médicaux à l'autre Agent officiel s'il est déterminé qu'une réclamation déposée en vertu du Plan d'administration du Québec doit plutôt être déposée en vertu du Plan d'administration des PCC, ou vice versa;

[16] **AUTORISE** les Agents officiels à fournir à la RAMQ l'ensemble des renseignements détenus par ces derniers concernant des Victimes du tabac décédées pour lesquelles les Requérants successoraux ou les réclamants successoraux du PCC Québec n'ont pas de numéro d'assurance maladie et pour lesquelles il n'a pas été possible d'établir un appariement avec les renseignements obtenus antérieurement des Registres officiels;

[17] **AUTORISE** la RAMQ à valider l'identité des Victimes du tabac décédées figurant sur les listes antérieurement transmises et

submitting a claim via the QCAP Agent or the PCC Agent, the QCAP Agent and the PCC Agent, as applicable, to communicate the Medical Records, or any relevant extract thereof, to the Claims Administrator in Ontario once the claimant has provided consent to the transmission of medical information to the Claims Administrator;

[15] **AUTHORIZES** the QCAP Agent or the PCC Agent, as applicable, to communicate the Medical Records to the other Official Agent if it is determined that a claim initiated under the Quebec Administration Plan should be initiated under the PCC Compensation Plan or *vice versa*;

[16] **AUTHORIZES** the Official Agents to provide the RAMQ with the complete information they hold concerning Deceased Tobacco Victims for whom the Succession Claimants or the PCC Quebec Estate Claimants do not have a Health Insurance Number, and for whom it was not possible to successfully match the information previously obtained from the Official Registers;

[17] **AUTHORIZES** the RAMQ to validate the identity of the deceased Tobacco Victims appearing on the lists previously transmitted and

créées à partir des Registres officiels tenus par le gouvernement en la possession de la RAMQ, à l'Agent du QCAP ou à l'Agent des PCC, selon le cas;

[18] **AUTORISE** le MSSS à fournir les Listes 1 et 2 à la RAMQ;

[19] **DISPENSE** la RAMQ, malgré l'article 27 de la *Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux*, RLRQ chapitre R-22.1, d'effectuer toute vérification quant au statut du Réclamant requérant à l'égard de la Victime du tabac décédée visée avant de valider leurs identités conformément au paragraphe 16 ci-dessus et de fournir ces renseignements à l'Agent du QCAP ou à l'Agent des PCC, selon le cas;

[20] **ORDONNE** à l'Agent du QCAP, à l'Agent des PCC et à l'Administrateur des réclamations (collectivement, les «**Parties autorisées**») d'utiliser les Dossiers médicaux conformément aux pouvoirs, droits et obligations prévus dans les Plans de la LACC, le Plan d'administration du Québec, le Plan d'administration des PCC, les Ordonnances d'homologation datées du 6 mars 2025, les Ordonnances de l'Administrateur des réclamations datées du 27 août 2025, ainsi que toute autre ordonnance pouvant être rendue relativement à ces régimes;

created from the Official Registers held by the government that are in the RAMQ's possession, to the QCAP Agent or to the PCC Agent, as applicable;

[18] **AUTHORIZES** the MSSS to provide Lists 1 and 2 to the RAMQ;

[19] **DISPENSES** the RAMQ, notwithstanding section 27 of the Act respecting health and social services information, CQLR chapter R-22.1, from performing any verification as to the status of the Requesting Claimant in relation to the subject Deceased Tobacco Victim prior validating their identities in accordance paragraph 17 hereof and providing such information to the QCAP Agent or the PCC Agent, as applicable;

[20] **ORDERS** the QCAP Agent, the PCC Agent and the Claims Administrator (collectively the “**Authorized Parties**”) to use the Medical Records in accordance with the powers, rights, and obligations as set forth in the CCAA Plans, the Quebec Administration Plan, the PCC Compensation Plan, the Sanction Orders dated March 6, 2025, the Claims Administrator Orders dated August 27, 2025, and any other order that may be issued with respect thereto;

[21] **ORDONNE** aux Parties autorisées de prendre tous les moyens appropriés pour protéger la confidentialité des Dossiers médicaux, de veiller à ce qu'ils soient utilisés uniquement aux fins de la présentation d'une réclamation en vertu du Plan d'administration du Québec ou du Plan d'administration des PCC, selon le cas;

[22] **ORDONNE** que les Parties autorisées prennent les mêmes mesures pour protéger la confidentialité de tout Dossier médical qui leur est communiqué que celles exigées en vertu de l'Ordonnance sur les confirmations officielles et des programmes de compensation;

[23] **ORDONNE** aux Parties autorisées de ne pas divulguer ni héberger les Dossiers médicaux à l'extérieur du Québec, sauf aux fins de leur transmission à l'Administrateur des réclamations en Ontario, lequel est autorisé à héberger lesdits Dossiers médicaux en Ontario;

[24] **ORDONNE** aux Parties autorisées d'aviser immédiatement le responsable de la protection des renseignements de Santé Québec de toute atteinte, ou tentative d'atteinte, par quiconque, aux obligations de protection des Dossiers médicaux ou de toute information qu'elle contient, telles que prévues par la présente Ordonnance, et de permettre à Santé Québec d'effectuer toute vérification ou enquête relative à

[21] **ORDERS** the Authorized Parties to take all appropriate measures to protect the confidentiality of the Medical Records and to ensure that they are used only for the purpose of asserting a claim under the Quebec Administration Plan or the PCC Compensation Plan, as applicable;

[22] **ORDERS** that the Authorized Parties shall take the same steps to protect the confidentiality of any Medical Records disclosed to them as are required pursuant to the Official Confirmations Order and the compensation plans;

[23] **ORDERS** the Authorized Parties not to disclose or host the Medical Records outside of Quebec, except for the purpose of transmitting the Medical Records to the Claims Administrator in Ontario, who shall be permitted to host such Medical Records in Ontario;

[24] **ORDERS** the Authorized Parties to immediately advise the person responsible for protecting information at Santé Québec of any breach or attempted breach by any person of any of the obligations related to the protection of the Medical Records or any information contained therein provided for in this Order, and to allow Santé Québec to conduct any verifications or

la protection des renseignements communiqués en vertu de la présente Ordonnance;

[25] **ORDONNE** aux Parties autorisées de ne pas conserver les Dossiers médicaux et des détruire de manière sécuritaire, ainsi que toute copie, trois (3) ans après la fin du processus de distribution prévu au Plan d'administration du Québec faisant partie des Plans de la LACC;

[26] **ORDONNE** que Santé Québec, la RAMQ, le MSSS et les Parties autorisées ne puissent engager aucune responsabilité du fait de l'exécution des dispositions de la présente Ordonnance, notamment, sans s'y limiter, en lien avec toute détermination effectuée par Santé Québec quant aux Dossiers médicaux fournis aux Parties autorisées et toute communication subséquente par les Parties autorisées de ces Dossiers médicaux à tout Réclamant requérant, que son statut successoral soit ou non finalement établi.

[27] **LE TOUT** sans frais.

investigations related to the protection of information communicated under this Order;

[25] **ORDERS** the Authorized Parties not to retain the Medical Records and to securely destroy them along with any copies thereof three years following the end of the distribution process provided for in the Quebec Administration Plan forming part of the CCAA Plans;

[26] **ORDERS** that Santé Québec, RAMQ, MSSS and the Authorized Parties shall incur no liability as a result of the carrying out of the provisions of this Order, including without limitation, in connection with any determinations made by Santé Quebec as to which Medical Records are provided to the Authorized Parties and any subsequent communication by the Authorized Parties of such Medical Records to any Requesting Claimants, whether or not their succession status is ultimately established.

[27] **THE WHOLE** without costs.

COUR SUPÉRIEURE
(Chambres des actions collectives)
DISTRICT DE MONTRÉAL

CONSEIL QUÉBÉCOIS SUR LE TABAC ET LA SANTÉ

Demandeur

**JTI MACDONALD CORP. -et- IMPERIAL TOBACCO CANADA LIMITED -et- ROTHMANS,
BENSON & HEDGES INC.**

Défenderesses

DELOITTE RESTRUCTURING INC. -et- FTI CONSULTING INC. -et- ERNST & YOUNG INC.

Intervenants

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC -et- RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU
QUÉBEC -et- SERVICES PROACTIO INC. -et- EPIQ CLASS ACTION SERVICES CANADA
INC. -et- THE LAW PRACTICE OF WAGNER & ASSOCIATES INC. -et- SANTÉ QUÉBEC**

Mis en cause

Court File No. CV-19-615862-00CL - Court File No. CV-19-616077-00CL - Court File No. CV-
19-616779-00CL

ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE
COMMERCIAL LIST

IN THE MATTER OF THE COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT,
R.S.C. 1985, c. C-36, AS AMENDED

AND IN THE MATTER OF THE PLANS OF COMPROMISE OR ARRANGEMENT OF: JTI-
MACDONALD CORP.-and-IMPERIAL TOBACCO CANADA LIMITED AND IMPERIAL
TOBACCO COMPANY LIMITED -and- ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

DEMANDE POUR UNE EXTENSION DE L'ORDONNANCE DES CONFIRMATIONS
OFFICIELLES/APPLICATION FOR AN EXTENSION OF THE OFFICIAL CONFIRMATIONS
ORDER

**TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE,
s.e.n.c.**

750, Côte de la Place d'Armes, bureau 90
Montréal (Québec) H2Y 2X8

Tél. : 514 871-8385

Fax : 514 871-8800

BT-1415

FISHMAN FLANZ MELAND PAQUIN LLP

Place du Canada

1010, rue de la Gauchetière Ouest, Bureau
1600

Montréal, Québec, H3B 2N2

Tél. : 514-932-4100

BM-0309